

## LA UNE Mauvaise élève

En France, les origines sociales des élèves pèsent fortement sur leurs chances de réussite scolaire et ces inégalités ont tendance à se creuser au fil du temps. Voilà qui fait de la France une mauvaise élève au sein des pays de l'OCDE. Or, lutter contre ces écarts est non seulement une question d'équité mais aussi un enjeu pour l'avenir économique du pays. Il apparaît primordial de placer la lutte contre les inégalités scolaires comme une priorité nationale. Non seulement cette action est basée sur le principe d'égalité qui prévaut dans notre démocratie, mais elle permettrait de surcroît de générer une croissance économique plus solide et par là même de contribuer à prévenir, si ce n'est à résorber, les problèmes liés à la dette publique. À l'heure des économies budgétaires, investir dans l'éducation serait une décision politique à la fois ambitieuse et délibérément soucieuse d'un avenir propice à la France. [Lire l'article](#).



## EDUCATION

### L'évitement scolaire et la politique de la ville

Le pôle éducation de l'Institut des politiques publiques a publié le 16 octobre 2024 une nouvelle étude sur [les mécanismes d'évitement scolaire](#). Les autrices, Manon Garrouste (professeur à l'Université Paris-Saclay et chercheuse affiliée à l'IPP) et Miren Lafourcade (professeur à l'Université Paris-Saclay et chercheuse affiliée à PSE et à l'IPP), se sont intéressées aux effets de la politique de la ville sur les choix d'établissement scolaires. Cette politique permet d'attribuer des moyens supplémentaires à des zones défavorisées, appelées "quartiers prioritaires" depuis 2014, dont le revenu est situé sous le seuil de pauvreté. Mais elle peut aussi en contrepartie créer des effets "boomerang" de stigmatisation des établissements situés dans les zones ciblées par la géographie prioritaire. [Lire la note](#)

### Non-scolarisation en France : il est urgent d'impulser une politique globale

Trop d'enfants en France sont exclus de l'école. Dans un nouvel [avis adopté le 17 octobre 2024](#), la Commission nationale consultative des droits de l'homme (CNCDH) dénonce l'absence de politique globale dédiée visant à garantir la scolarisation et la continuité scolaire pour tous les enfants en France. Plusieurs constats en ressortent : un manque de données sur le nombre d'enfants empêchés d'aller à l'école, un manque de moyens permettant de garantir l'accès à l'école, une coordination insuffisante entre les différents acteurs permettant la scolarisation et la continuité scolaire.

La CNCDH présente huit recommandations, certaines concernant des publics spécifiques (enfants handicapés, enfermés, vivant dans les territoires ultramarins, allophones), d'autres transversales dont une recommandation phare : la création d'un observatoire de la non-scolarisation.

## Effectifs scolaires et projet de budget 2025

La Direction de l'évaluation, de la prospective et de la performance (DEPP) publie une étude consacrée aux effectifs scolaires à la rentrée 2024. La baisse des effectifs atteint quasiment 100.000 élèves par rapport à la rentrée 2023 : soit 78.100 élèves en moins [dans le premier degré](#) (-1,2%) et 21.000 en moins [dans le second degré](#) (-0,4%), alors que ce dernier affichait encore une légère hausse (+0,1%) l'an passé. On note toutefois des disparités territoriales : si dans le premier degré, la baisse des effectifs concerne toutes les académies (à l'exception de Mayotte et de la Guyane), ce n'est pas le cas dans le second degré, six académies (Nice, Créteil, Mayotte, Aix-Marseille, Versailles et Lyon) affichent encore des effectifs en hausse.

On note aussi des secteurs de l'enseignement où les effectifs augmentent. C'est le cas des élèves en situation de handicap scolarisés dans une unité localisée pour l'inclusion scolaire (Ulis) : +1,2%, soit 700 élèves de plus qu'à la rentrée 2023. Mais aussi des lycéens de la voie professionnelle (+17.000, soit +2,7%), ce que la Depp explique notamment par la baisse de l'orientation vers la seconde générale et technologique à l'issue de la troisième.

Au final, la suppression de 4.000 postes d'enseignants, telle que voulue par le gouvernement dans le cadre du projet de loi de finances (PLF) pour 2025, passe mal auprès des acteurs de la communauté éducative.

## L'emprise scolaire. Quand trop d'école tue l'éducation

"Plus d'école n'a pas que des effets positifs" disent les sociologues François Dubet et Marie Duru-Bellat dans [un entretien au Café pédagogique](#). Dans leur dernier livre publié à la rentrée *L'emprise scolaire* aux éditions Presses De Sciences Po, ils dénoncent le poids de l'école qui mène à une instrumentalisation des choix scolaires et d'études. Dans un contexte de crises multiples de l'École, ce livre invite à une réflexion sur l'École à travers les critiques adressées à un système éducatif, à une culture scolaire dans une société de mise en concurrence. Ils rappellent qu'on demande toujours plus de l'école, or pour eux "plutôt que de tout attendre de l'école quitte à ce qu'elle déçoive toujours, peut-être faudrait-il admettre que l'école n'est pas seule à éduquer".

## Plan ministériel pour la sécurité des élèves, des personnels et des établissements scolaires

*(communication du Ministère)* Face à toutes les formes de violences qui traversent notre société, l'École doit rester un sanctuaire républicain, au sein duquel la sécurité de chacun – élève, professeur, personnel de direction, agent administratif ou encore intervenant – doit être assurée en permanence. Un plan interministériel est mis en place pour déployer un bouclier autour de l'école et garantir la sécurité des élèves, des personnels et des établissements scolaires.

Le [guide pratique](#) "la sécurité et la protection des personnels à l'école" constitue une boîte à outils à disposition de tous les agents. Il rappelle les dispositifs juridiques protégeant les agents, les modes de sécurisation des enceintes scolaires et contient des fiches décrivant des actions très concrètes et des modèles de documents visant à assurer la protection de chacun et à saisir les autorités judiciaires. Il sera largement diffusé et consultable en permanence par les agents via les plateformes dédiées. [Consulter le dossier "Prévenir et agir contre les violences en milieu scolaire"](#).

## Éducation aux médias et à l'information

L'éducation aux médias et à l'information (EMI) peut contribuer à la lutte contre le cyberharcèlement. [Des fiches pédagogiques](#), au nombre de huit, permettent ainsi d'animer des séances d'une heure d'EMI. La nécessité d'impliquer les parents s'impose et fait l'objet d'une fiche spécifique.

Par ailleurs, Bayard Jeunesse s'est associé au CLEMI et au Réseau Canopé pour lancer Croc'Écran, un [programme ludique de sensibilisation à la parentalité numérique et à l'usage des écrans en famille](#). Son objectif principal est de développer l'esprit critique des élèves tout en leur apprenant à utiliser les outils numériques de manière responsable et créative, en lien avec l'éducation aux médias et à l'information (EMI).



## PARENTALITE

### Soutien à la parentalité : combattre ses représentations culturelles

Pour de nombreux professionnels, le soutien à la parentalité dans un contexte d'interculturalité est un enjeu quotidien. [L'association Papoto \(Parentalité pour tous\)](#) est engagée dans la formation au développement de l'enfant et au soutien à la parentalité pour les familles en situation de fragilité psychosociale. L'organisme de formation continue [Epsilon Melia](#) s'adresse aux professionnels du social, médicosocial et éducatif, dans les domaines du handicap, de la précarité, de la protection de l'enfance, de la violence, etc.

Après avoir bénéficié de la formation de trois jours proposée par Marie Pere, formatrice Epsilon-Melia, Véronique Rakotomanana, cheffe de service d'un centre d'accueil géré par [l'association Coallia](#), retient des clefs pour entrer en relation : "Il faut pouvoir marquer son étonnement face à une situation qui nous surprend. Et, surtout, questionner afin de connaître les raisons sur lesquelles s'appuie un parent quand il agit. Cela permet ensuite de pouvoir évoquer les pratiques françaises. Comparer sans jugement est vertueux. La relation est ainsi basée sur un pied d'égalité qui permet aux familles de faire leurs propres choix." Une approche nécessaire pour ne pas déposséder le parent de son rôle éducatif. Lire [l'article des Actualités Sociales Hebdomadaires](#) (ASH).

Pour en savoir plus : [la Théorie de l'attachement](#), une approche conceptuelle au service de la protection de l'enfance ; [la chaîne Youtube Papoto Parentalité pour tous](#), composée de vidéos traduites en 18 langues pour comprendre le développement du jeune enfant de 0 à 6 ans.

### L'allaitement maternel

Les bénéfices de l'allaitement maternel sur la santé de l'enfant et de sa mère sont démontrés. Les laits artificiels et l'eau de reconstitution ne sont pas exempts de contaminants chimiques. En France, où le taux d'allaitement est un des plus faibles d'Europe, les freins à l'allaitement maternel sont nombreux : historique de non-allaitement, injonctions contradictoires, *lobbying* des industries du lait artificiel, liens d'intérêts, congé maternité trop court, difficultés à la reprise du travail, manque de soutien.

Dans [un rapport](#) récent, le Haut Conseil de la Santé Publique (HCSP) recommande la mise en œuvre d'une politique ambitieuse, cohérente et intégrée, prenant en compte les inégalités sociales, et protégeant les femmes qui souhaitent allaiter. Voir aussi [la synthèse](#) et [le diaporama](#).

## PETITE ENFANCE

### Les propositions d'Hexopée pour sauver le secteur non-lucratif

L'entrée massive des acteurs privés à but lucratif dans le secteur de la petite enfance a fragilisé l'ensemble des structures d'accueil. Le livre de Victor Castanet, *Les ogres*, a jeté l'opprobre sur les dérives de certaines crèches privées lucratives, [Hexopée](#), la fédération d'employeurs de l'éducation populaire, monte au front. Plutôt que de s'étendre sur les raisons de ces dysfonctionnements, désormais identifiées, l'organisation professionnelle souhaite privilégier [les solutions](#). Le remède, d'après est bien de miser sans attendre sur le modèle non-lucratif.

### "Stop aux augmentations du coût de l'accueil des jeunes enfants pour les familles"

Depuis 10 ans, il n'y a plus de données publiques sur le coût des modes d'accueil collectif ou individuel alors que les aides publiques pour les parents n'ont cessé d'être rabaissées et que le contexte économique s'est aggravé ; c'est pourquoi [l'Unaf a mené l'enquête auprès de 600 parents](#) d'enfants âgés de 0 à 3 ans. Les résultats sont alarmants. L'Unaf demande d'arrêter toutes les mesures d'augmentation du coût pour les parents. La réforme du Complément de libre choix du Mode de Garde (CMG) doit, pour elle, être suspendue ainsi que le dé plafonnement de la participation des parents dans les Etablissements d'accueil des jeunes enfants.

## POLITIQUE FAMILIALE

### L'Unaf a réuni les représentants familiaux siégeant dans les Caf.

Le 5 octobre 2024, l'Unaf a organisé une rencontre nationale en visioconférence destinée aux représentants familiaux dans les Caf. Plus de 80 participants ont pu échanger sur 5 thématiques :

1. **Les centres sociaux** : vigilance sur l'utilisation de différents fonds pour soutenir les centres sociaux et l'animation de la vie sociale ainsi que sur les critères à prendre en compte.
2. **Les évolutions des règles en matière de déontologie et conflit d'intérêt en Caf** : les recours et ressources possibles pour les représentants familiaux.
3. **Les motions des Caf** : les bonnes pratiques à mettre en place lors de la réalisation d'une motion au sein de la Caf.
4. **L'actualité politique**. les positions de l'Unaf sur le déploiement du Service public de la petite enfance, le durcissement des règles de l'aide à l'investissement pour les micro-crèches Paje, la linéarisation de la PSU, la révision des référentiels du Fonds national parentalité, de la médiation familiale, du label des crèches à vocation d'insertion professionnelle, de la réforme du CMG, et sur la lutte contre la fraude.
5. **Une sensibilisation au renouvellement des représentants familiaux en Caf** : état des lieux de la représentation familiale (un an avant le prochain renouvellement), enquête de l'Unaf sur le bilan des mandats. [Répondre à l'enquête ici !](#)

### La Caisse nationale des allocations familiales (Cnaf) et son "algorithme"

Alors que se tenait le 17 octobre 2024 la journée mondiale du refus de la misère, un regroupement de quinze associations nationales de défense des droits sociaux a saisi le Conseil d'Etat pour le procédé de contrôle des allocataires mis en place par la Cnaf et jugé par elles "discriminatoire". Jamais encore un algorithme de ciblage d'un service public n'avait été contesté devant un tribunal. Conçu pour attribuer à chaque allocataire un score de notation, ce programme de contrôle de la Caisse nationale des allocations familiales (Cnaf) est soupçonné de donner en réalité "des scores de suspicion, accentuant les risques de discrimination et de maltraitance institutionnelle", dénonce le collectif. L'enjeu de ce recours ? "Repenser toute la politique sociale et de contrôle de la Caf, mais aussi de l'assurance vieillesse, de France travail, imitant les mêmes procédés algorithmiques et discriminants". [Lire l'article.](#)

### Etat des lieux des prestations et minima sociaux

La [Drees](#) vient de publier son dernier [état des lieux chiffré](#) concernant les ménages aux revenus modestes et la redistribution. A consulter pour savoir quelles allocations ont été davantage versées ou quelles sont les conséquences sur le niveau de vie. [Lire l'article.](#)

## GRAND ÂGE

### Un état d'urgence sociale

Les Ehpad (maisons de retraite médicalisées) connaissent des difficultés financières inédites, tandis que les dispositifs de logement et d'hébergement d'urgence sont particulièrement sollicités alors que s'ouvre la période de trêve hivernale. Malgré un contexte budgétaire contraint, les PLF et PLFSS 2025 doivent offrir une réponse forte et proportionnée aux attentes de nos concitoyens. L'Union nationale des Centres Communaux d'Action Sociale (Unccas), avec l'ensemble des CCAS/CIAS adhérents, a identifié un certain nombre de [priorités pour répondre efficacement à la crise sociale actuelle.](#)

Les fédérations et organisations du grand âge, quant à elles (Synerpa, Adédom, AD-PA, CNDEPAH, Collectif Domicile, Fehap, FESP, Fnadepa, Mutualité Française, Nexem, UNA, Uniopss), expriment [leur forte inquiétude](#). Inférieurs à l'année passée, les financements prévus pour le secteur sont largement insuffisants, alors que la filière rencontre des difficultés économiques sans précédent. L'absence d'un investissement conséquent alloué au grand âge est préoccupante, au regard du choc démographique attendant le pays.



## ACCES AUX DROITS

### Dématérialisation : une enquête de la Fédération des acteurs de la solidarité (FAS)

La dernière [étude de la Fédération des acteurs de la solidarité](#) (FAS), menée auprès de ses adhérents et publiée le 16 octobre 2024, s'intéresse à l'administration numérique des étrangers en France (Anef). Ses résultats attestent des nombreuses limites de ce téléservice public, censé simplifier les démarches administratives des personnes ou les renouvellements de titres de séjour. Ce téléservice est de fait, selon la FAS, une barrière majeure à l'exercice des droits et en particulier de l'accès au travail, au détriment du public comme des entreprises. [Lire l'article](#).

### "Sortir de la crise démocratique – Rapport annuel sur l'état de la France en 2024"

Le [Rapport annuel sur l'état de la France](#) (RAEF) propose un diagnostic de la situation économique, sociale et environnementale de notre pays pour éclairer et influencer les politiques publiques. Cette année le RAEF met en lumière les liens entre inégalités et démocratie et dresse un diagnostic des préoccupations des Françaises et Français à l'automne 2024. Dans une actualité politique et budgétaire complexe, le rapport souligne que les préoccupations financières perdurent, les inégalités se creusent. Pour mieux comprendre l'état d'esprit des Français et leur perception de l'avenir, Ipsos a mené une [enquête pour le CESE](#). La santé prend la tête des préoccupations des Français. Les inégalités ressenties par les Français les plus défavorisés alimentent leur sentiment de mise à l'écart dans la société. Les proches, le travail mais aussi l'engagement associatif agissent comme des remparts contre l'exclusion.



## DROITS DES FEMMES

### Journée internationale de lutte contre les violences faites aux femmes

A l'occasion de la Journée internationale de lutte pour l'élimination des violences faites à l'égard des femmes du 23 novembre 2024, le Gouvernement lance la campagne [Levons les yeux](#), à destination des victimes et témoins de violences dans les transports.

### Pour une loi-cadre "intégrale" contre les violences sexuelles

Alors que le procès de Mazan se prolonge, 45 organisations de défense des droits de victimes ont lancé, le 18 octobre 2024, [un appel national pour le vote d'une loi-cadre](#) contre les violences sexuelles. Partout en France, des rassemblements ont eu lieu devant les tribunaux d'une quinzaine de villes. Derrière les récentes affaires de violences sexuelles, se cache "leur banalisation dans la société [...] reflet d'une culture du viol enracinée", alerte la coalition.

## DROITS DE L'ENFANT

### Journée internationale des droits de l'enfant

Le 20 novembre est Journée internationale des droits de l'enfant. Les violences sexuelles sur mineurs, et notamment l'inceste, ont des effets destructeurs sur les personnes victimes, les familles et la société. La Commission indépendante sur l'inceste et les violences sexuelles faites aux enfants (CIIVISE) a organisé le 4 octobre 2024, son premier colloque, en présence d'Agnès Canayer, Ministre déléguée à la famille et à la petite enfance. A cette occasion, l'Unaf, qui salue le travail accompli depuis 2020 par la CIIVISE, relève que l'indispensable travail des administrateurs ad hoc pour mineurs est en péril et que seule une revalorisation importante de la rémunération adossée à une exigence de qualification pourra la sauver – il est urgent que le nouveau gouvernement se saisisse de cette question. [Lire l'article](#).



## SANTE

### La protection de la biodiversité, un enjeu de santé publique

La [16<sup>e</sup> COP sur la diversité biologique](#) (CDB) réunie à Cali, en Colombie, du 21 octobre au 1<sup>er</sup> novembre 2024, s'est malheureusement déroulée dans une certaine indifférence générale. Pourtant les enjeux sont forts : la biodiversité est [au cœur de la crise climatique](#) ; sa protection est aussi un enjeu de santé publique. Une nature " en bonne santé " est essentielle à la (sur)vie des êtres humains. Or force est de constater que les sociétés contemporaines, par leurs modes d'existence et de production, malmènent la nature et s'en éloignent... Le dernier numéro de [La Santé en action](#) éclaire les liens multiples et complexes entre nature et santé (physique et mentale) des individus à la lumière des publications scientifiques des dernières années. Un important chapitre est consacré aux politiques de renaturation urbaine, ainsi que des outils de planification à moyen terme. Enfin, des exemples sont donnés, illustrant mille moyens de retrouver contact avec les bienfaits de la nature, à la crèche, à l'école, dans les maisons de retraite, dans les jardins partagés, etc. [Lire l'article](#).

### La Fondation Crédit Agricole lance un appel à projets prévention et santé

La Fondation Crédit Agricole, propose à toutes structures d'intérêt général de candidater à son [appel à projets](#), dont l'objectif est de soutenir des actions de prévention en santé à destination des enfants et adolescents. Les projets concernés peuvent couvrir des thématiques variées : programme d'accompagnement en santé physique et mentale, prévention contre tous types d'addictions, prévention en santé affective et sexuelle ainsi que des projets d'accompagnement à la parentalité. La Fondation Crédit Agricole n'accepte pas les demandes inférieures à 8 000 €. Vous avez jusqu'au 11 novembre pour candidater directement sur le site de la Fondation : [fondation-ca-solidaritedeveloppement.org](http://fondation-ca-solidaritedeveloppement.org)

### L'Aide médicale d'État (AME)

L'AME pourrait faire l'objet d'importantes restrictions d'ici 2025. Limitation des publics éligibles, conjugalisation des ressources, exigence de pièces justificatives, autant d'annonces qui soulèvent les inquiétudes du monde associatif. [Décryptage](#) avec Matthias Thibeaud, référent plaidoyer sur la thématique accès aux droits santé à Médecins du Monde.

### 9<sup>e</sup> édition du Mois sans tabac

Le [Mois sans tabac](#) est un défi collectif qui invite les fumeurs à arrêter de fumer pendant 30 jours consécutifs. Cet évènement national est devenu incontournable depuis sa création en 2016. En 2024, l'inscription au défi est simplifiée et les outils d'aide à l'arrêt du tabac sont au centre de la campagne, avec notamment la promotion du numéro de téléphone 39 89, dont l'efficacité pour accompagner les fumeurs a été prouvée. [Plus de 6 000 partenaires](#) ont commandé des outils pour aider les personnes qui cherchent à arrêter de fumer.

Au CHRU de Nancy, une consultation pour l'arrêt du tabac est ouverte à tous. Prendre RDV (lieu de consultation : Bâtiment Philippe Canton, Brabois : par téléphone au 03 83 15 74 90

Pour une grossesse sans tabac, des consultations spécifiques sont proposées à la Maternité du CHRU de Nancy : Dr Nathalie Wirth ( addictologue), Fabienne Virbel (sage-femme tabacologue), prise de rendez-vous : 03 83 85 24 24

Avant certaines interventions chirurgicales pour lesquelles l'arrêt total du tabac est indispensable (chirurgie bariatrique, de la main, cardio-vasculaire...), le CHRU de Nancy met tout en œuvre pour aider ces patients dans leur sevrage tabagique.

D'autres ressources et actions : [Cloper sans fumée-La nicotine revisitée](#), un documentaire ARTE en ligne ; [Grand Est Addictions](#) ; le programme [Villes Libres Sans Tabac](#) (Joinville, 52, et Thionville, 57)



## LOGEMENT

### Logement accompagné : un tremplin vers la stabilité pour 30 000 résidents

"Le secteur du logement accompagné démontre sa capacité à faire face à l'évolution des publics, à se transformer et à s'adapter. Il propose des solutions aussi diversifiées que ne le sont les profils et les parcours des personnes logées", défend Olivier Rigaud, président de l'Unafo (Union professionnelle du logement accompagné).

À l'approche de la *Semaine du Logement accompagné*, qui se tiendra du 2 au 6 décembre 2024, l'Unafo dévoile les résultats de sa 6<sup>ème</sup> enquête annuelle détaillant profils et parcours de vie de ceux qui transitent par ses structures. Alors que la question du logement reste un enjeu majeur pour de nombreuses personnes en situation de précarité, l'étude, qui porte sur près de 30 000 entrées et sorties (2023), souligne la pertinence du logement accompagné. En offrant des solutions adaptées à un public varié, ces structures contribuent à stabiliser des parcours de vie souvent marqués par des ruptures et des difficultés financières. Une tendance forte : le recours aux logements de transition est en nette augmentation pour les jeunes actifs en mobilité professionnelle et les travailleurs précaires.

[Lire l'article.](#)

## Energie

"Loin de se cantonner à prévoir une explosion de la fiscalité sur l'électricité dans le cadre du projet de loi de finances pour 2025, le Gouvernement utilise ce véhicule législatif pour poser les bases légales de la future régulation du marché de l'électricité. L'UFC-Que Choisir et la CLCV s'émeuvent qu'un sujet aussi important ne fasse pas l'objet d'un projet de loi dédié laissant pleinement sa place à la discussion parlementaire et ne faisant pas planer la menace d'un passage en force par le 49.3". Les associations demandent donc au Gouvernement de retirer l'article du PLF portant cette réforme. [Lire l'article.](#)

Par ailleurs, l'article 60 du projet de loi de finances 2025 met fin à l'automatisation de l'envoi du chèque énergie, cette aide qui ne concerne que les ménages très modestes, et pour qui le chèque énergie constitue un impératif budgétaire. Les contraindre à en faire désormais la demande sur une plateforme aura pour effet d'exclure, pour non-recours, un grand nombre d'entre eux du dispositif. C'est ce qu'expliquent et dénoncent les associations familiales et associations de consommateurs.

[Pour en savoir plus.](#)



## DEVELOPPEMENT DURABLE

### PLF 2025 : le Cerema s'alarme d'une "baisse drastique" de ses dotations

Le Centre d'études et d'expertise sur les risques (Cerema), qui compte près de 1.000 collectivités et groupements parmi ses adhérents, a alerté le 23 octobre 2024 sur les coupes budgétaires le concernant dans le projet de loi de finances (PLF) pour 2025, appelant le gouvernement et le Parlement à "reconsidérer cette décision". L'établissement défend son rôle "crucial dans l'appui aux services de l'État et des collectivités territoriales" et estime que son "expertise neutre est essentielle au déploiement des politiques publiques d'aménagement durable et d'adaptation au changement climatique, notamment sur des enjeux tels que l'observation et la gestion du recul du trait de côte, la prévention des inondations et des risques naturels, la résilience des infrastructures et des ouvrages d'arts, ou encore l'identification et la résorption des îlots de chaleur en ville". [Lire l'article.](#)

Par ailleurs, [l'association Canopée](#) propose un virage à 180 degrés du [plan forêt cher à Emmanuel Macron](#), pour préserver nos forêts, avec l'appui transpartisan d'un groupe de députés, et ce sans créer de nouvelles dépenses.

## **Sobriété énergétique : les "gestes qui comptent"**

Le ministère de la Transition écologique a lancé le 21 octobre une nouvelle campagne sur la sobriété énergétique, baptisée "[Chaque geste compte](#)", pour encourager les économies d'énergie au quotidien. "C'est bon pour le climat, en contribuant à la baisse de nos émissions de gaz à effet de serre, c'est bon pour notre indépendance et notre souveraineté car nous importons gaz et pétrole et c'est bon pour le pouvoir d'achat." [Lire l'article](#).

## **Transitions et solidarités**

L'Inspection générale des affaires sociales (Igas) réaffirme son engagement à intégrer les enjeux environnementaux au cœur de ses missions. Pour approfondir ces thématiques, plusieurs rapports sont à lire ou à relire, apportant des analyses et des recommandations clés afin d'accompagner la transition écologique, de renforcer le développement durable et de mieux intégrer la santé environnementale. Voir [les liens vers les rapports à lire ou relire](#).

## **La redevance poids lourds "R-Pass" : une mesure de justice écologique, sociale et solidaire**

Après l'échec de la mise en œuvre de l'Ecotaxe en 2014, pourtant négociée avec toutes les parties prenantes, le débat sur une redevance d'usage des routes par les poids lourds est relancé au travers du projet R-Pass. Alsace Nature, Fnaut Grand Est et la Chambre de Consommation d'Alsace et du Grand Est cosignent un communiqué et lancent une pétition. [Lire l'article](#).



## **CONSOMMATION**

### **Nutri-Score : un étiquetage nutritionnel fragilisé, faute de soutien politique**

Il ne devait s'agir que d'une formalité. Au 1<sup>er</sup> janvier, après deux ans de travaux de son conseil scientifique, le nouveau mode de calcul du Nutri-Score (l'étiquetage qui renseigne sur la composition nutritionnelle des aliments selon une échelle de notes de A à E) devait entrer en vigueur. Cette nouvelle version de l'algorithme devrait aider le consommateur à mieux distinguer les produits en fonction de leurs quantités de sucre, sel, gras et fibres. Mais l'arrêté ministériel actant la mise à jour du Nutri-Score n'a toujours pas été publié. Et les consommateurs, eux, restent perdus entre les informations sur les nouvelles notes ayant circulé dans les médias, et les étiquettes en rayon continuant d'afficher les anciens scores. [Lire l'article](#).

### **L'hexane, le prochain scandale de santé publique ?**

Les hexanes sont "un mélange d'hydrocarbures dérivés du pétrole". C'est un liquide "incolore, bon marché et recyclable" que l'on retrouve dans de nombreux produits : margarine, beurre de cacao, produits protéinés au soja, farines végétales, mais aussi dans le lait infantile et des aliments à base de céréales pour les jeunes enfants. "Nous sommes à l'aube d'un scandale de santé publique de la plus haute gravité", estime Richard Ramos, député MoDem du Loiret, qui se battait déjà il y a quelques années contre les nitrites dans la charcuterie. [Pour en savoir plus](#).

### **Shrinkflation : l'obligation d'informer les consommateurs**

La "shrinkflation" (ou "réduflation") définit la pratique commerciale selon laquelle le prix du produit augmente ou reste identique tandis que la quantité vendue baisse. Bien que légale, cette pratique est controversée car le consommateur ne peut pas la déceler lors de son achat. Les distributeurs dans les moyennes et grandes surfaces doivent, depuis le 1<sup>er</sup> juillet 2024, informer le consommateur des produits de grande consommation concernés par cette pratique. La DGCCRF a publié une [FAQ](#) qui répond aux interrogations relatives à cette nouvelle mesure.

## **Cybersécurité**

Pour informer les seniors et les protéger, la CNIL et le site [Cybermalveillance](#) publient [un guide sur les cybermenaces](#). Clair et accessible, il permet à chacun, quel que soit son niveau de compétence technique, de comprendre les enjeux de sécurité et d'appliquer des mesures de prévention efficaces.



## EN BREF.... MAIS IMPORTANT

- ✓ Une délégation interministérielle (la Dijop) est instituée par [décret du 14 octobre 2024](#) pour assurer l'héritage des Jeux de 2024 et préparer 2030. [Lire l'article](#).
  - ✓ France Travail lance "France Travail Pro", une marque visant à populariser son offre de services en direction des entreprises. [Lire l'article](#).
  - ✓ Le projet de loi de finances 2025 ne prévoit pas de ligne budgétaire spécifique en faveur des Maisons de l'emploi, ces structures contribuant au développement de l'emploi et à l'insertion des personnes écartées du marché du travail. [Lire l'article](#).
  - ✓ Le PLF 2025 prévoit des économies sur la prime aux employeurs d'apprentis, dont les contours ne sont pas encore fixés. Les emplois francs sont supprimés. Le volet national du plan d'investissement dans les compétences est revu à la baisse. [Lire l'article](#).
  - ✓ 25%, c'est la baisse vertigineuse du budget de l'économie sociale et solidaire dans le projet de loi de finances 2025 présenté par le gouvernement Barnier. Un budget de l'ESS pourtant déjà bien chiche, qui passe de 22,4 M€ à 16,8 M€.
  - ✓ La loi de finances 2025 prévoit une baisse de 30 % des crédits alloués au fonds de soutien à l'expression radiophonique (FSER). Une coupe drastique dans le budget des 770 radios associatives françaises.
  - ✓ Il est devenu un incontournable du Mois de l'Economie Sociale et Solidaire (novembre), le [Forum des Métiers porteurs de sens](#) s'installe pour sa 4<sup>e</sup> édition au Shadok, tiers-lieu dédié à l'éducation au numérique, sur la presqu'île André Malraux à Strasbourg.
  - ✓ Destiné aux professionnels, bénévoles, jeunes et moins jeunes, entrepreneurs, aux simples curieux ou aux familles, la 3<sup>e</sup> édition du [Village des Solutions de Demain](#) se déroulera les 8 et 9 novembre 2024 à l'Hôtel du Département à Nancy. Cet événement est le rendez-vous incontournable des acteurs de l'Économie Sociale et Solidaire (ESS) et des entrepreneurs engagés.
  - ✓ Marie-Agnès Poussier-Winsback, ministre déléguée chargée de l'ESS, de l'Intéressement et de la Participation, a annoncé la liste des 15 lauréats de l'Appel à manifestation d'intérêt (AMI) pour financer le développement des Pôles territoriaux de coopération économique (PTCE). Parmi les 64 candidats à l'échelle nationale, 3 candidats basés en Grand Est ont été retenus, propulsant notre région en première place cette année : [Ecooparc](#) (Haut-Rhin), Ecopôle alimentaire en Pays de Langres, porté par [Régie Rurale](#) (Haute-Marne), [Kaleidoscoop](#) (Bas-Rhin). [Communiqué de presse](#)
  - ✓ L'année 2024 marque également la reconnaissance de 6 nouveaux PTCE en Grand Est : [Soi Goyé](#) (Ardennes), Mutuelle de l'Alimentation, porté par l'association [Pour une sécurité sociale de l'alimentation Alsace](#) (Bas-Rhin), *La Locomotive*, portée par [Familles Rurales PIX'in](#) (Haute-Marne), la [FJEPCS La Passerelle](#) (Ardennes), [CIS DT 52](#) (Haute-Marne), Ecopôle alimentaire en Pays de Langres, porté par [Régie Rurale](#) (Haute-Marne)
- [Plus d'informations sur le portail national des PTCE](#). La CRESS Grand Est s'implique pour les PTCE au sein d'une instance dédiée : la Cellule régionale d'animation (CRA). [Plus d'information sur le site de la CRESS Grand Est](#). Ne ratez pas la [rencontre nationale des PTCE les 5 et 6 décembre](#) !
- ✓ Dans la série "Tout le monde s'en fout" réalisée par Mia Productions (plus de 100 épisodes, 700 000 abonnés YouTube), gros plan sur les Zones humides. Vidéo à l'intention des jeunes et moins jeunes, dans le cadre du plan d'actions du Schéma d'aménagement et de gestion des eaux de la Scarpe aval. A visionner [ici](#). Profitez-en pour découvrir les 224 vidéos de la série, [là](#) !
  - ✓ L'information est indispensable au bon fonctionnement de la démocratie mais, paradoxalement, la multiplication des sources d'information rend toujours plus complexe notre choix de citoyen éclairé. Qui s'informe comment et a confiance en quoi ? Tout savoir (sans fatigue) avec [les résultats de l'enquête sur la fatigue informationnelle](#).
  - ✓ L'Unafor vous propose de découvrir son [catalogue destiné aux salariés](#) ainsi qu'un catalogue spécifique pour les assistants et assistantes de mandataires.
  - ✓ Familles Rurales célèbre son 80<sup>e</sup> anniversaire. Huit décennies d'entraide et de solidarité entre les familles. [C'est à lire ici](#).

*L'Unaf, les Udaf et Uraf, experts de la réalité de la vie des familles depuis 1945*